

Retrouvez tous les invités
et les analyses sur:
www.letemps.ch

La prochaine crise économique sera fatale à la France

On peut avoir un autre point de vue de l'optimisation fiscale, à savoir que l'immoralité provient d'Etats racketteurs qui asphyxient l'économie via leurs prélèvements obligatoires, et qui tuent des entreprises tout en étant constamment en déficit.

Mieux. On peut tout aussi bien considérer que les paradis fiscaux sont des Etats à fiscalité normale qui favorisent le développement d'entreprises, l'emploi et la croissance, là où les enfers fiscaux laminent leur économie.

Comme le disait Nietzsche, «c'est par la morale que les faibles tenteront de l'emporter sur les forts». Or, il est bien évident que la France appartient nettement à la première catégorie. Pas moins de trente-cinq ans de socialisme ont beaucoup fragilisé ce pays, car les enfers fiscaux n'attirent pas les capitaux et les entreprises, les faisant fuir sous des cieux plus cléments, car, n'oublions pas, comme le disait Montaigne, que «la richesse est une vertu», en rappelant que tout impôt doit être répercuté dans le prix de n'importe quel produit, et que si vos concurrents internationaux sont moins taxés que vous, ils n'auront aucun mal à vous prendre le marché tout en vendant moins cher, ce qui ne les empêchera pas, bien au contraire, de s'enrichir.

Mais bien d'autres erreurs ont été commises par la France, car les marxistes et leurs théories n'ont jamais de cesse en matière de créativité! Ils ont notamment donné de très nombreux pouvoirs aux salariés face aux employeurs, et, s'il est bien évident que les employés doivent être protégés, les coûts générés par les PME devant les tribunaux

prud'homaux, sans oublier les nombreuses tracasseries administratives, en ont découragé plus d'un. Ce qui explique le taux de chômage élevé.

J'avoue avoir souvent entendu, dans la bouche de chefs d'entreprise français qui étaient pourtant bien intentionnés, la phrase «Pas question d'embaucher, car nous ne sommes pas là pour risquer de perdre le bénéfice d'une année tout en travaillant 60 heures par semaine, alors, qu'ils gardent leurs chômeurs!» Même l'immobilier a été très sévèrement chahuté, là encore par une fiscalité élevée mais aussi parce que certains ministres, telle Cécile Duflot, ont donné tout pouvoir en leur temps aux locataires face aux propriétaires, ce qui a multiplié les impayés et les dégradations intérieures d'appartements.

D'une façon générale, en France, le poids du secteur public et son nombre de fonctionnaires restent trop élevés, avec le constat affligeant, comme le disent de nombreux économistes, que les dépenses de cet Etat vont continuer à augmenter alors même que ce pays connaît une dette officielle de plus de 2100 milliards d'euros! La plupart des nations arrivent généralement à réduire leurs déficits, mais la France ne peut pas baisser sa dépense publique, paraît-il, certaines réductions de coûts n'étant soi-disant pas réalisables par l'Etat français!

Mais que va-t-il se produire lors de la prochaine crise internationale, à laquelle se préparent en ce moment même politiciens, économistes et autres présidents de banques centrales? En effet, tant que rien de

particulièrement grave ne survient, le système peut continuer à survivre de lui-même, mais il faut se rappeler que la dernière crise mondiale des «subprime» de 2007-2008 remonte déjà à dix ans, et qu'avec tous nos Etats surendettés (Etats-Unis, Europe, Chine, Japon) et une situation géopolitique plutôt hasardeuse (Corée du Nord, les décisions de Trump, le risque d'embrasement au Proche-Orient, etc.) les sables mouvants sont devant nous, avec un «effet domino» toujours possible, où la faillite d'une banque ou d'un Etat entraîne celle d'un autre et ainsi de suite...

En France, le poids du secteur public et son nombre de fonctionnaires restent trop élevés

Qu'arrivera-t-il alors à la France, elle qui peut aujourd'hui faire le constat d'un déficit public énorme, d'un nombre de chômeurs élevé, et d'une géographie pauvre en matière d'entreprises prospères tout en étant non compétitive dans la mondialisation?

Dans le cas le plus probable, une grave crise sociale et politique sur-

viendra. Rappelons que le Parlement européen et le gouvernement français ont prévu des textes de loi tels que la directive bancaire européenne BRRD ou la loi Sapin II pour pouvoir prélever dans l'épargne bancaire et les contrats d'assurance vie de leurs ressortissants pour financer toute crise, l'Etat n'en ayant plus les moyens.

Demain, vraisemblablement et malgré ce qu'elles affirment, les banques centrales feront appel à la «planche à billets» pour imprimer des centaines de milliards pour juguler une crise, ce qui fera perdre beaucoup de valeur à leur monnaie et, pouvant même renforcer la crise économique elle-même, risquera de provoquer un krach boursier et de nombreuses faillites d'entreprises tout en faisant flamber l'or.

Naturellement, et l'histoire de l'humanité le prouve souvent, l'extrême droite et l'extrême gauche se portent souvent assez bien dans ce genre de situations, appelant à des révoltes qui peuvent devenir incontrôlables.

C'est vraisemblablement ce qui surviendra, car la profitabilité de l'économie d'un pays ressemble souvent à ce parachute fort utile lorsque tout le monde tombe!

La France, elle, par contre, malgré sa riche histoire et son art de vivre si raffiné, semble économiquement lestée de pierres... ■

DIIDER MAURIN
DIRECTEUR DE KATLEYA GESTION

